

Questions orales

M. Stanfield: Comme Pickering!

M. Marchand (Langelier): Oui, ce fut très utile.

Des voix: Oh, oh!

M. Marchand (Langelier): Quand le député dit que nous agissons unilatéralement, peut-être devrais-je lui signaler que les États-Unis ont fait la même chose. Un jour, ils ont décidé de maintenir leurs péages pour réduire la dette, et ils l'ont fait sans nous consulter. Ils nous en ont simplement informés. Nous devons peut-être faire la même chose, ou trouver quelque autre formule. Quant à savoir s'il est nécessaire de tenir une enquête publique, nous l'éviterons, si c'est possible.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si le ministre se rend compte qu'il s'agit d'une question très importante et délicate qu'il ne devrait pas traiter à la légère, et je ne pense pas qu'il le fasse, mais j'aimerais lui poser une dernière question sur ses plans. Peut-il assurer à la Chambre que, quand il finira par prendre une décision au sujet du refinancement de la voie maritime du Saint-Laurent, il fera tout en son pouvoir pour éviter des augmentations de péages qui nuiraient beaucoup à notre commerce d'exportation, à nos relations avec les États-Unis et aux industries primaires et secondaires au Canada?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, je puis assurer à la Chambre que c'est un point dont je tiendrai compte du tout début à la fin.

* * *

L'AGRICULTURE

LA PÈGRE ET LA HAUSSE DU PRIX DES HAMBURGERS—
DEMANDE DE RENFORCEMENT DU MANDAT DE LA
COMMISSION D'ENQUÊTE

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur l'Orateur, comme l'enquête de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires sur l'industrie des viandes n'a pas révélé de faits importants, que son président a déclaré que l'enquête en cours sur la commercialisation du bœuf ne donnera pas grand-chose et que le président de la Commission de police du Québec a déclaré que le crime organisé a même fait augmenter un peu le prix des hamburgers qu'achètent les jeunes, le ministre de l'Agriculture renforcera-t-il le mandat de la Commission de façon à inclure les services de la GRC pour pouvoir mener une enquête approfondie?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je suis certain que la Commission aura

[M. Alexander.]

recours à tous les gens qui, à son avis, pourront l'aider à mener une enquête en règle.

M. Towers: Monsieur l'Orateur, le mandat comprendra-t-il l'assignation de témoins et leur interrogation sous serment?

* * *

RADIO-CANADA

LE TORT CAUSÉ À LA VILLE DE TRAIL PAR LA DIFFUSION DU
FILM «WHERE ARE YOU GOING COMPANY TOWN»—DEMANDE
DE RÉPARATION

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, comme l'Office national du film a produit et diffusé au réseau national de Radio-Canada un film supposément documentaire intitulé *Where are you going Company Town*, qui décrit la ville de Trail de façon partielle, déformée, grossière et défavorable, le secrétaire d'État demandera-t-il que Radio-Canada diffuse au réseau national un film impartial afin de réparer, du moins en partie, le tort causé à Trail par Radio-Canada et l'Office national du film?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je transmettrai ces instances à la Société.

* * *

L'AGRICULTURE

LES POULETS À GRILLER—L'ÉCART ENTRE LE PRIX D'ACHAT
ET LE PRIX DE VENTE AU DÉTAIL—LES MESURES
ENVISAGÉES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de l'Agriculture ce qu'il propose de faire au sujet des accusations portées par la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires dans son rapport contre l'industrie du poulet à griller où il y aurait un écart exagéré entre le prix obtenu par le producteur et le prix de détail?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas d'office national de commercialisation du poulet à griller. Il existe des offices provinciaux de commercialisation comme celui dont il est question ici et qui a été mandaté par la province de l'Ontario. Nous leur accordons l'autorisation de fonctionner d'une province à l'autre. Il se peut qu'ils opèrent d'une façon que certains députés trouveront douteuse et, s'ils peuvent m'en donner d'autres preuves que celle qu'a avancée M^{me} Plumptre, j'étudierai la question.

LES POULETS À GRILLER—L'ENGORGEMENT DES
ENTREPÔTS—PROPOSITION D'ÉCOULEMENT DANS LE CADRE
DU PROGRAMME D'AIDE AUX PAYS ÉTRANGERS

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre ce qu'il propose de faire pour liquider l'excédent de poulets à griller stocké dans des entrepôts frigorifiques qui, si j'ai bien compris, est passé de 31 millions de livres en septembre à 34 millions de livres aujourd'hui? Peut-être pourrais-je également lui demander s'il entend poursuivre son projet de créer un office de commercialisation du poulet à griller en dépit des recommandations de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires?